

JACQUES-FRANÇOIS BONALDI

L'EMPIRE U.S. CONTRE CUBA

DU MÉPRIS AU RESPECT

Paris, 1988, L'Harmattan

INTRODUCTION

[...]

I. L'HISTOIRE CUBAINE EXPLIQUE BIEN DES CHOSES

Quelques évidences aveuglantes

Avant, donc, d'axer notre analyse sur les relations entre Cuba et les Etats-Unis jusqu'à la veille de Playa Giron (du 1^{er} janvier 1959 au 16 avril 1961), il semble urgent de se pencher sur certains antécédents de la Révolution cubaine, de reprendre les choses depuis le début et de dégager, à partir de l'histoire, quelques évidences. Tout d'abord, *aucun pays latino-américain, hormis Porto Rico, n'était plus « lié » aux Etats-Unis que Cuba*, et ce sur tous les plans, mais essentiellement des points de vue économique et politique. Ne tenant pas à enfoncer des portes ouvertes, je ne m'appesantirai pas là-dessus pour le moment, car s'il est quelque chose dont conviennent amis et ennemis, c'est bien que Cuba n'était jusqu'en 1959 qu'un vulgaire appendice de son voisin, presque un simple Etat de l'Union (mais sans en avoir les avantages). Le fameux adage, qui avait cours tant à Cuba qu'aux Etats-Unis, selon lequel l'ambassadeur nord-américain était le second homme à bord, est une image on ne peut plus frappante des relations qui existaient entre les deux pays, au point qu'un auteur progressiste nord-américain pouvait, sans risque de tomber dans l'exagération, intituler son étude écrite en 1928 *Our Cuban Colony*¹. Un constat plus récent parvient aux mêmes conclusions, et trois courtes citations de chercheurs non cubains suffiront : « Le système de faveurs et d'accords de réciprocité... soumettait l'économie de l'île à une semi-intégration à l'économie des Etats-Unis² ». « Même la sournoiserie la plus raffinée et la plus sophistiquée ne peut gommer en fin de compte l'existence d'un empire américain dont faisait partie Cuba³. » « Étant donné le rôle clé des Etats-Unis dans cette structure de pouvoir, la révolution devait inévitablement conduire à un conflit entre Cuba et les Etats-Unis⁴. » On pourrait aligner ce genre d'assertions presque à l'infini, mais une fois que nous serons entrés dans le vif du sujet, les faits parleront d'eux-mêmes.

¹ Leland H. Jenks, *Nuestra Colonia de Cuba*, La Havane, 1966, Edición Revolucionaria, 349 p.

² Celso Furtado, *Breve historia económica de América Latina*, La Havane, 1972, Editorial de Ciencias Sociales, p. 248.

³ William Appleman Williams, *The United States, Cuba and Castro. An Essay on the Dynamics of Revolution and the Dissolution of Empire*, New York, 1962 Monthly Review Press, p. 1.

⁴ Robert Scheer et Maurice Zeitlin, *Cuba: an American Tragedy*, Londres, 1964, Penguin Books, p. 16.

La *deuxième évidence*, qui découle directement de la première, informe tout le contenu de la vie cubaine et, partant, de la révolution : il a toujours existé dans un certain secteur de la pensée politique cubaine un *sentiment diffus*, une *tradition* sinon anti-impérialiste, du moins anti-puissance et anti-arrogance nord-américaines, qui remontent aux mises en garde angoissées de José Martí dans les années 1880-1890, voire à la connaissance qu'avaient l'ensemble des Latino-Américains de la politique des Etats-Unis à leur égard depuis leur libération du joug espagnol vers 1820, Bolívar étant dans ce sens un exemple typique, tandis que la « politique de la canonnière » largement mise en œuvre par les Etats-Unis au début du xx^e siècle jusqu'à l'arrivée de Franklin Roosevelt avait jeté une lumière des plus crues sur leurs menées et visées. Autrement dit, les Cubains les plus lucides ont toujours été conscients que leur île ne s'en « sortirait jamais » tant que ce genre de relations continuerait d'exister avec les Etats-Unis. Il faut savoir, en effet, que les heurts avec ceux-ci ont commencé très tôt, dès le début de l'« indépendance », voire avant. Aussi, sans vouloir entrer dans le détail de l'histoire cubaine antérieure à 1959, nous semble-t-il important de nous arrêter à ces premiers moments, car ils vont précisément informer tout le reste, d'une part en créant le cadre structurel à partir duquel cette dépendance ne ferait que se renforcer et, de l'autre, en situant dès le départ ces relations en porte-à-faux. Ce bref aperçu historique semble par ailleurs d'autant plus utile que l'administration Eisenhower ne cessera au début de la révolution de se référer aux liens d'« amitié » existant entre les deux pays, à l'aide que les Etats-Unis ont apportée à Cuba sur tous les plans, et se montrera censément perplexe devant ce qui apparaît à ses yeux comme la plus noire des ingratitude...

La guerre « hispano-américaine »

En 1898, les Cubains tombèrent, pour ainsi dire, de haut. En trois ans, au terme d'une guerre épique digne de figurer en bonne place dans les annales militaires pour son déploiement de génie stratégique et tactique, ils avaient mis l'Espagne sur les genoux, bien que celle-ci ait eu sur place, la dernière année, plus de deux cent mille soldats. Les meilleurs généraux de la couronne s'étaient cassés les dents sur les guérilleros cubains, mal armés et quasiment en haillons. La victoire était proche. C'est alors que les Etats-Unis, censément scandalisés par les massacres et les sévices commis contre la population civile, mais estimant en fait le moment venu de mettre en application la théorie qui avait servi de fil conducteur à leur politique étrangère depuis leur accession à l'indépendance, à savoir s'emparer de Cuba pour verrouiller l'accès à leur frontière maritime méridionale, débarquent dans l'île, après que le Sénat et la Chambre eurent voté, et l'exécutif sanctionné une *Joint Resolution* qui signalait que Cuba était et devait « être de droit libre et indépendante⁵ ». En quelques mois, les troupes « alliées »

⁵ En fait, sous couvert de philanthropie, l'impérialisme, au sens où on le connaît maintenant, commençait à sortir ses griffes, posait des jalons (Lénine qualifierait d'ailleurs la guerre « hispano-américaine » de première guerre impérialiste) : le moment si attendu était arrivé ou plutôt, pour reprendre la fameuse métaphore, « le fruit était mûr ». Il s'agissait tout simplement de s'emparer de Cuba, objet de convoitise depuis l'époque de Jefferson et considérée par les penseurs impérialistes des Etats-Unis la meilleure proie dont on pût rêver. L'Espagne ayant fait la preuve de son incapacité à retenir plus longtemps sa possession, la société cubaine étant épuisée par trois années de guerre, l'Angleterre n'étant plus assez redoutable pour empêcher son ancienne colonie de « faire son chemin » en Amérique latine, les puissances occidentales étant à la curée en Afrique et en Asie, rien ni personne ne pourrait interdire le « destin manifeste » de s'accomplir en faveur des Etats-Unis dont l'attitude envers Cuba s'était toujours basée sur l'axiome suivant : l'île devait rester aux mains de la puissance la plus faible, l'Espagne en l'occurrence, tant qu'eux-mêmes ne seraient pas en mesure de s'en emparer. D'où l'opposition des différentes administrations à ce que les révolutionnaires latino-américains, à commencer par Bolívar, la délivrent de la domination coloniale en vue d'empêcher l'Espagne de s'en servir comme d'une base de reconquête. D'où le refus de reconnaître la belligérance des insurgés cubains pendant les deux guerres d'Indépendance (1868-1878 et 1895-1898). Et voilà pourquoi, entre autres raisons, Cuba était toujours colonie espagnole. Sur ce point, les faits sont on ne peut plus clairs, l'histoire s'étant chargée de définir le rôle des différents acteurs. Cf. notamment Philip S.

obtenaient la reddition de Santiago de Cuba, une fois que l'escadre espagnole eût été détruite en sa quasi-totalité dans la baie de la ville.

Or, les Cubains se voyaient interdire l'entrée dans Santiago. On comprendra aisément qu'ils en fussent indignés, et on l'aurait été à moins. C'est eux qui avaient fait le gros du travail, qui s'étaient battus à l'avant-garde, tandis que les Nord-Américains, fidèles à leur tactique habituelle, se retranchaient derrière leur puissance de feu et leur technologie supérieures ; c'est le général Calixto Garcia qui avait tracé le plan d'attaque et qui avait encouragé au combat le général Shafter, un militaire improvisé, obèse, abattu par la chaleur et le climat, enclin plus d'une fois à renoncer à l'entreprise après que ses troupes eussent essuyé plusieurs revers aux mains des Espagnols. Scandalisé, le général Calixto Garcia adresse alors, le 17 juillet 1898, une lettre de protestation dont il vaut la peine de recopier certains extraits, d'abord parce qu'elle se réfère à un des premiers affrontements directs entre Nord-Américains et Cubains, ensuite parce qu'elle offre un exemple précoce de l'attitude qui sera celle de beaucoup de Cubains tout au long de presque soixante ans de pseudo-République : la revendication de la dignité nationale. Donc, après s'être étonné que la nouvelle de la reddition de Santiago ne lui soit parvenue que par des tiers, voire par des rumeurs, et que le général Shafter ait laissé dans la ville les mêmes autorités espagnoles contre lesquelles il a lutté « trois années durant comme ennemies de l'indépendance de Cuba », Calixto Garcia ajoute : « Le bruit court - mais il est si absurde qu'on ne saurait y ajouter foi - que l'ordre d'empêcher l'entrée de mon armée dans Santiago de Cuba a obéi à la crainte de vengeances et de représailles contre les Espagnols. Permettez-moi de protester qu'on puisse nous prêter ne serait-ce que l'ombre d'une telle pensée, parce que nous ne sommes pas un peuple de sauvages qui ignorerait les principes de la guerre civilisée ; nous formons une armée pauvre et en haillons, aussi pauvre et en haillons que l'a été l'armée de vos ancêtres pendant sa noble guerre pour l'indépendance des Etats-Unis. Mais, à l'instar des héros de Saratoga et de Yorktown, nous respectons trop notre cause pour la souiller par la barbarie et la couardise⁶. »

Ce n'était pourtant que le début. Les camouflets allaient se succéder. Prenant en main les commandes du navire, s'installant comme en territoire conquis, les Etats-Unis mettaient en œuvre le plan prévu. Ainsi, le traité de Paris, qui en finissait avec presque quatre siècles de domination coloniale, était parafé, le 10 décembre 1898, par les seuls plénipotentiaires nord-américains et espagnols. Quant aux Cubains, les premiers intéressés et les premiers vainqueurs, on ne leur concédait même pas l'honneur de faire tapisserie, aucun représentant de la République en armes - qui disposait pourtant d'un président et d'une Assemblée - n'ayant participé aux négociations : Théodore Roosevelt avait tout lieu de se féliciter de cette « splendide petite guerre » - très symptomatiquement l'historiographie des Etats-Unis l'a baptisée « hispano-américaine » ! - qui permettait à son pays, presque sans coup férir et à l'issue d'une campagne au cours de laquelle les *mambis* lui avaient mâché le travail, de dicter sa volonté à Cuba et de s'emparer de Porto Rico, des Philippines et de l'île de Guam. On n'a pas de peine à comprendre, au vu des événements postérieurs, que les Etats-Unis aient toujours refusé de reconnaître la belligérance des insurgés cubains : ils voulaient conserver les coudées franches.

Foner, *Historia de Cuba y sus relaciones con Estados Unidos*, La Havane, 1973, Editorial de Ciencias Sociales, 2 tomes, 1492-1845, 249 p. et 1845-1895, 404 p., et *La Guerra Hispano-Cubano-Norteamericana y el surgimiento del imperialismo yanqui*, La Havane, 1978, Editorial de Ciencias Sociales, t. 1, 393 p. et t. 2, 404 p. ; Emilio Roig de Leuchsenring, *Los Estados Unidos contra Cuba Libre*, Santiago de Cuba, 1982, Editorial Oriente, 2 tomes (1^{re} édition, 1959), étude extrêmement fouillée et documentée des années 1895-1902, reproduisant en particulier les débats du Congrès des Etats-Unis.

⁶ Hortensia Pichardo, *Documentos para la Historia de Cuba*, La Havane, 1971, Editorial de Ciencias Sociales, tome 1, pp. 516-517.

L'occupation militaire et l'amendement Platt

Le reste de l'histoire serait à l'avenant : trois années d'occupation militaire; manigances pour parvenir à dissoudre le seul instrument qui pouvait faire obstacle à la bonne marche du plan, à savoir l'Armée de libération, et pour enfoncer le coin de la dissension entre le généralissime Maximo Gómez et les conventionnels récemment désignés, maintien des mêmes tarifs douaniers que sous la domination espagnole (mais, tout de même, avec des avantages pour les produits nord-américains !), etc.

Quand, enfin, en juillet 1900, le gouverneur militaire Leonard Wood convoque une Assemblée constituante, il en limite strictement les attributions à la rédaction d'une Constitution qui devra d'ailleurs définir nommément le « genre de relations » devant exister par accord entre les deux gouvernements, quelque chose d'absolument insolite et inouï sur le strict plan du droit international, mais tel était le prix à payer pour l'évacuation des troupes nord-américaines et l'accession de l'île à une indépendance qui, les Cubains s'en rendaient compte, allait être d'entrée tout à fait formelle et serait à la mesure du bon plaisir des Etats-Unis, peu disposés à laisser échapper la proie pour l'ombre, autrement dit à abandonner l'île sans que celle-ci, par le biais de ses représentants, accepte de se transformer en protectorat. Les termes du marché étaient clairs : tant que les conventionnels ne viendraient pas à récipiscence et ne passeraient pas sous les fourches caudines, l'occupation militaire se maintiendrait.

Le secrétaire à la Guerre, Elihu Root, ferait d'ailleurs parvenir à Wood, le 9 février 1901, toutes les indications pertinentes quant aux intentions de l'administration nord-américaine, lui rappelant entre autres points, outre la politique traditionnellement suivie par les Etats-Unis, le message de McKinley du 5 décembre 1899 : « La Cuba nouvelle *qui doit surgir des cendres du passé doit être nécessairement liée à nous par des liens d'une intimité et d'une force toute spéciales* si elle veut assurer son bien-être durable. Que ces liens soient organiques ou conventionnels, le fait est que *l'avenir de Cuba, légitime en quelque sorte, est irrévocablement uni au nôtre.* »

Puis Root signifiait la volonté de l'administration : le gouvernement cubain ne pourra signer sans l'assentiment des Etats-Unis aucun traité qui engage l'indépendance de l'île ou qui octroie des privilèges spéciaux à un pays tiers, ni ne pourra contracter de dettes supérieures à ses capacités de paiement; quant aux Etats-Unis, ils se réserveront le droit d'intervenir dans l'île pour protéger son indépendance ou pour maintenir la stabilité et l'ordre, le gouvernement cubain devant leur reconnaître dans ce sens différentes bases navales, et considérer aussi comme légitimes toutes les actions du gouvernement militaire⁷.

Les conventionnels auront beau protester, le gouvernement nord-américain n'en démordrait pas : ou c'était l'acceptation de ces conditions - lesquelles prendraient la forme d'un amendement présenté le 26 février 1901 par le sénateur Orville H. Platt « au projet de la Chambre 14017 qui fixe les crédits pour le maintien de l'armée durant l'année fiscale venant à terme le 20 juin 1902 » et reprenant presque mot pour mot le message de Root à Wood - ou c'était le maintien de l'occupation militaire et le renvoi de l'indépendance aux calendes grecques. L'amendement passait au Congrès des Etats-Unis, non sans une forte opposition, et était sanctionné par McKinley le 2 mars 1901. Les conventionnels cubains étaient mis au pied du mur !

⁷ *Id.*, tome II, 1969, pp. 107-108.

Les conditions imposées par l'administration nord-américaine entraînent tellement en contradiction avec les présupposés de la *Joint Resolution* que les conventionnels avaient du mal à croire qu'on puisse leur demander de les ratifier. C'était se méprendre sur les visées des Etats-Unis ! Wood informait donc la Convention, le 7 mars 1901, que l'amendement étant devenu une loi des Etats-Unis, il n'y avait pas à revenir là-dessus et que le président « était autorisé à laisser le gouvernement et le contrôle de l'île à son peuple à peine un gouvernement y aurait-il été établi sous une Constitution dans laquelle, en tant que partie de celle-ci ou en appendice, seraient définies les relations futures entre Cuba et les Etats-Unis ».

Les conventionnels eurent beau dire, discuter, dépêcher une délégation à Washington, proposer des rectifications, rien n'y fit : l'amendement Platt pendait comme une épée de Damoclès au-dessus du berceau de la jeune république. L'agonie des conventionnels dura trois longs mois, tandis que des manifestations se déroulaient dans toute l'île contre l'amendement Platt (15 000 personnes défilaient à La Havane le 2 mars 1901). Un moment, ils pensèrent avoir trouvé une échappatoire au terrible dilemme : ils votèrent par 15 voix contre 14, le 28 mai 1901, un rapport de la commission spéciale chargée d'analyser l'amendement acceptant celui-ci, tout en l'assortissant d'une série de commentaires, puis ils l'approuvèrent définitivement, après révision de style, le 5 juin. La manœuvre fit long feu. Trois jours plus tard, le 8, Leonard Wood les informait que leur manière de faire n'était pas la bonne pour son gouvernement : l'amendement Platt devait faire partie intégrante de la Constitution cubaine.

C'était bel et bien l'ultimatum. L'administration nord-américaine avait mis au point les instruments du protectorat et elle tenait à les voir dûment appliqués, avec le consentement même des victimes ! Celles-ci durent obtempérer et voter l'amendement Platt tel quel le 12 juin 1901, par 16 voix contre 11, l'ajoutant en appendice de la Constitution⁸.

Les séquelles de l'occupation militaire

Tel fut le premier épisode - parfois trop oublié - de la « guerre » entre les Etats-Unis et Cuba qui ne date pas, on s'en rend compte, du 1^{er} janvier 1959 ! Par la suite, l'amendement fut inclus dans le « Traité permanent déterminant les relations entre la République de Cuba et les Etats-Unis », souscrit le 22 mars 1902. Puis viendrait le « Traité de réciprocité commerciale », signé le 11 décembre 1902, aux termes duquel Cuba se voyait « favorisée » d'une réduction de 20 % sur les tarifs douaniers grevant le sucre qu'elle vendait aux Etats-Unis, tandis que ceux-ci bénéficiaient d'abattements allant de 20 à 40 % sur de très nombreux articles. Le 2 juillet 1903, c'était le tour de la « Convention de bail de stations navales », les Cubains parvenant toutefois à réduire leur nombre de quatre à une, celle de Guantánamo, mais au prix de l'extension de cette dernière. Si l'on ajoute différentes dispositions livrant pratiquement aux Etats-Unis les terres agricoles et les gisements miniers, on conviendra aisément que la jeune République de Cuba naissait, sinon mort-née, du moins passablement difforme !

Cette « liberté surveillée » serait donc aux mêmes conditions que les autres : pour continuer à en bénéficier, il fallait signer tous les soirs à Washington ! D'autant qu'il serait toujours facile pour tel ou tel gouvernant dénué de scrupules et uniquement soucieux de parvenir à ses fins

⁸ On trouvera une analyse exhaustive de la question in Emilio Roig de Leuchsenring, *Historia de la Enmienda Platt*, La Havane, 1973, Editorial de Ciencias Sociales, 509 p. (1^{re} édition, 1935). Cf. aussi Manuel Márquez Sterling, *Proceso Histórico de la Enmienda Platt (1897-1934)*, La Havane, 1941, Imprenta « El Siglo XX », 462 p. Ajoutons que cet amendement poussait si loin l'infamie qu'il mettait en doute le droit de Cuba sur l'île des Pins - ce que personne n'avait jamais contesté à la couronne espagnole - et renvoyait « à un futur arrangement par traité la propriété de celle-ci ».

de s'arranger pour contraindre les Etats-Unis à intervenir ouvertement. Puisqu'on ne dirigeait qu'avec le « vu et approuvé » de la Maison-Blanche ! C'est ainsi, par exemple, que l'entêtement du très américain Tomás Estrada Palma, le premier président, à se faire réélire contre la Constitution conduisit à une nouvelle intervention militaire des Etats-Unis, du 28 septembre 1906 au 28 janvier 1909, bien que Roosevelt ait tout fait pour éviter ce pas au moment même où son secrétaire d'Etat, Elihu Root, était en tournée de bonne volonté en Amérique latine. Mais les Etats-Unis étaient pris à leur propre piège : ils avaient voulu une île à leur merci et ils durent en payer le prix. *A partir du 1^{er} janvier 1959, celui-ci serait prohibitif !*

Ingérence, encore et toujours...

L'histoire de l'île abonde en épisodes tout aussi blessants pour la dignité et la souveraineté des Cubains, et le moindre manuel scolaire en fournit la preuve. Quelques exemples suffisent pour illustrer cet état de fait. Ainsi, en mai 1917, un soulèvement armé s'étant produit contre le gouvernement en place après que celui-ci eut déclaré la guerre à l'Allemagne sous les pressions des Etats-Unis, ces derniers faisaient savoir qu'ils avaient besoin du sucre cubain et que « toute altération de l'ordre qui entraverait cette production » serait considérée comme « un acte hostile », et les fauteurs de troubles, des « ennemis » des Etats-Unis et traités comme tels⁹.

L'ingérence ne prenait pas toujours la forme de simples notes d'avertissement ; elle passait parfois carrément aux actes, comme lorsque le gouvernement nord-américain décida d'intervenir dans les élections de 1921 et dépêcha sur place un envoyé spécial, le général Enoch H. Crowder, qui resta ensuite à la demande du nouveau président élu avec le concours des Etats-Unis, Alfredo Zayas, et qui mena les choses à la baguette, notamment par une série de quinze mémorandums portant à peu près sur tous les thèmes de la vie publique. Comme le signale Julio Le Riverend, « il ne s'agissait plus seulement de « politique préventive », mais en somme de gouverner effectivement le pays au moyen d'un représentant personnel du président des Etats-Unis¹⁰. »

Il y avait aussi d'autres manières. Soutenir en 1927, par exemple, la réélection de Gerardo Machado, interdite par la Constitution - après avoir bloqué les tentatives de Zayas dans ce sens ! - malgré les violentes protestations que cette décision souleva dans tout le pays et dans toutes les couches de la société. Quant à l'ingérence des Etats-Unis et aux agissements de l'ambassadeur Sumner Welles pendant la révolution de 1930 contre la tyrannie de Machado et à la manière dont ils parvinrent à la récupérer après le renversement du dictateur en écartant du pouvoir un gouvernement trop indépendant à leur goût, les faits sont on ne peut mieux établis¹¹.

A partir de 1935 - de la grande frustration politique qu'impliquait l'échec de la révolution de 1930-1933 - l'ingérence dans une société fortement traumatisée mais où commencent à émerger les courants qui conduiront finalement à la révolution de 1956 se fera plus larvée, sans doute parce que, dès lors, le gouvernement et l'oligarchie financière des Etats-Unis dominant pleinement l'économie de l'île, après que la seconde soit parvenue lentement à

⁹ Hortensia Pichardo, *op. cit.*, t. II, pp. 409-410.

¹⁰ Julio Le Riverend, *La Republica, dependencia y revolución*, La Havane, 1975, Editorial de Ciencias Sociales, 4^e éd. révisée, p. 188. On trouvera l'ensemble de ces mémorandums in Hortensia Pichardo, *op. cit.*, t. III, pp. 31-110.

¹¹ Je renvoie sur ce point à l'étude quasiment définitive de Lionel Soto, *La Revolución del 33*, La Havane, 1977, Editorial de Ciencias Sociales, 3 tome (538, 438 et 448 p.)

grignoter la mainmise du capital britannique, puis, à partir de 1914, à pénétrer vigoureusement dans presque tous les secteurs économiques d'importance. Et l'assertion d'Oscar Pino Santos, selon qui « la période de la crise 1925-1934 fut décisive dans le processus de Cuba pseudo-républicaine, en tant que nœud de transition historique entre des époques très différentes de la domination impérialiste dans le pays : celle du protectorat (1898-1913 et 1914-1925) et celle de la néo-colonie (1934-1958)¹² », nous donne sans aucun doute une clé de ce phénomène.

Les précurseurs de l'anti-impérialisme à Cuba

On comprendra donc aisément - et j'en reviens à ma seconde évidence - que, dans un tel état de choses, les forces vives d'un peuple qui avait lutté trente années durant, les armes à la main, pour se libérer de la tutelle espagnole et accéder à l'indépendance, ne pouvaient assister passivement à la dénaturation des grands objectifs de la nationalité cubaine et qu'il y aura par conséquent, soit en filigrane soit au premier plan de la vie politique, des sentiments anti-Etats-Unis et anti-dépendance. Ce n'est pas ici le lieu de retracer la genèse de la pensée anti-impérialiste à Cuba - encore qu'il s'agirait assurément d'un exercice passionnant dans la mesure où *il est douteux qu'un peuple d'Amérique latine, à plus forte raison du tiers monde, ait dû autant inscrire dans la trame même de sa vie cette lutte contre le puissant voisin du Nord* - mais il est clair que de José Martí à Fidel Castro, il n'y a pas de solution de continuité dans la mesure où l'influence des Etats-Unis se fit permanente et tous azimuts. Les cris d'alerte angoissés et les préventions du premier allaient pleinement se confirmer et, même s'il est toujours aventureux de faire de la politique-fiction, on ne peut manquer de songer à ce qu'aurait été le sort de Cuba si, d'une part, Martí avait pu survivre à la seconde guerre d'Indépendance et si, de l'autre, le parti qu'il avait mis sur pied pour faire la révolution était resté intact et avait pu jouer le rôle dirigeant avec son fondateur à sa tête (Tomas Estrada Palma s'étant empressé de le dissoudre dès la fin de la guerre). José Martí n'avait jamais caché de son vivant l'aversion et la crainte que lui inspirait la politique du jeune impérialisme nord-américain¹³, et on lit encore de nos jours avec admiration ses analyses d'une lucidité proprement confondante sur la société des Etats-Unis. Quiconque veut se faire une idée de la virulence inouïe pour l'époque avec laquelle certains conventionnels s'élevèrent contre le diktat que représentait l'amendement Platt doit absolument lire les discours prononcés à l'occasion des débats par Juan Gualberto Gómez¹⁴, Salvador Cisneros Betancourt¹⁵ et Manuel Sanguily¹⁶. On sera édifié.

Ces textes connus presque uniquement des spécialistes annoncent non seulement avec une prescience étonnante les événements futurs, mais traduisent aussi parfaitement d'une part l'état d'esprit régnant au début du siècle parmi ceux qui avaient lutté pour rendre Cuba indépendante et, de l'autre, la conscience très claire qu'on avait des visées des Etats-Unis sur

¹² Oscar Pino Santos, *El Asalto a Cuba por la oligarquía financiera yanqui*, La Havane, 1973, Ed. Casa de las Américas (prix Essai), p. 191.

¹³ Cinq tomes (9-13 inclusivement) des œuvres complètes de José Martí sont consacrés à ses chroniques sur les Etats-Unis. Cf. *Obras Completas*, La Havane, 1975, Editorial de Ciencias Sociales. On consultera utilement sur ce thème José Benítez, *Martí y Estados Unidos*, La Havane, 1983, Editora Política, 164 p. ; Emilio Roig de Leuchsenring, *Martí antimperialista*, La Havane, 1961, publié par le ministère des Relations extérieures, 2^e éd. notablement augmentée, 140 p. ; *José Martí antimperialista*, La Havane, 1984, Editorial de Ciencias Sociales, 547 p. (recueil d'articles sélectionnés par le Centre d'études martinienues).

¹⁴ Juan Gualberto Gómez, *Por Cuba Libre*, sélection et prologue d'Emilio Roig de Leuchsenring, La Havane, 1974, Editorial de Ciencias Sociales, notamment pp. 482-483, 486, 488 et 492-496.

¹⁵ *Antimperialismo y República*, La Havane, 1970, Editorial de Ciencias Sociales, notamment pp. 25-26, 29-30, 38-43 et 45-46.

¹⁶ *Id.*, notamment pp. 68-73, 84, 102-104.

les plans économique et politique, alors que ceux-ci venaient pourtant à peine de s'engager dans la voie impérialiste¹⁷. Ils permettent aussi de mieux comprendre que, dans ce sens, l'opposition de la Révolution cubaine n'est pas le résultat d'une poussée de fièvre nationaliste, d'une espèce d'« acné juvénile », mais qu'elle est dans le droit fil d'une pensée presque séculaire basée, on l'a vu, sur des motifs bien précis. Fidel Castro est déjà en germe dans ces textes... Sur ce terrain de l'anti-impérialisme, Cuba partait donc d'un bon pied, et les générations suivantes étaient à bonne enseigne. L'empreinte en restera, quasiment indélébile, quoique souvent subliminaire.

1925-1935 : une décennie capitale

D'abord braqué essentiellement contre l'amendement Platt, ce sentiment va peu à peu s'affiner à mesure que la frustration provoquée dans les secteurs les plus lucides par l'attitude de gouvernements vénaux et corrompus, soumis aux Etats-Unis, incapables d'entreprendre la moindre action qui eût tendu à apporter ne serait-ce qu'un début de solution aux problèmes les plus criants du pays, engendrait une prise de conscience mieux approfondie des véritables raisons des maux dont souffrait la pseudo-République, et à mesure, également, que se répercutaient dans le monde - et en particulier dans ce qu'on appelait alors les pays coloniaux - l'énorme impact de la révolution d'Octobre¹⁸ et, simultanément, l'influence de la pensée marxiste-léniniste et, donc, des analyses scientifiques sur l'impérialisme. C'est de 1923 qu'on peut dater la première prise de position anti-impérialiste publique d'un secteur de la société cubaine, celle du premier Congrès national des étudiants qui « se déclare contraire à tous les impérialismes et notamment à l'ingérence de l'impérialisme yankee dans nos affaires intérieures¹⁹ ». D'autres résolutions étaient encore plus connotées politiquement : « Le Congrès se déclare contraire au système économique actuellement en vigueur à Cuba et au capitalisme universel... [II] adressera un salut cordial à la Fédération ouvrière de La Havane... et lui fera savoir son désir d'une union parfaite entre étudiants et ouvriers grâce à des échanges d'idées et d'intérêts, afin de préparer la transformation du système économique, politique et social actuel, en fonction de la justice la plus absolue²⁰. »

On retrouvera Julio Antonio Mella, âme du congrès et du mouvement étudiants, en août 1925 parmi les fondateurs du parti communiste et en 1926 parmi ceux de la Ligue anti-impérialiste. C'est en effet à partir de la première date que, d'une part, les idées marxistes-léninistes commencent à faire leur chemin à Cuba et que, de l'autre, le mouvement ouvrier se démarque peu à peu de l'orientation anarcho-syndicaliste qui avait été la sienne sous l'emprise de socialistes espagnols.

¹⁷ Sur cette question de l'anti-impérialisme au XIX^e siècle et dans les premières années du xx^e, je renvoie à l'excellent petit résumé qu'en présente Leuchsenring dans *Tradición antimperialista de nuestra historia*, (La Havane, 1977, Editorial de Ciencias Sociales, 129 p., 1^{re} éd., 1962) qui conclut sur ces mots : « L'anti-impérialisme... fusionne avec l'essence même de notre nationalité » (p. 128). On ne saurait mieux dire ! Cf. aussi *El antimperialismo en la historia de Cuba*, La Havane, 1985, Editorial de Ciencias Sociales, sélection de textes d'Olga Cabrera.

¹⁸ Cf. Erasmo Dumpierre, *La Revolución de Octubre y su repercusión en Cuba*, La Havane, 1977, Editorial de Ciencias Sociales, 179 p.

¹⁹ Hortensia Pichardo, *op. cit.*, t. III, p. 189.

²⁰ *Id.*, pp. 190-191. Bien qu'inscrit dans le grand mouvement de rénovation de l'université déclenché à Cordoba (Argentine) en 1918, le 1^{er} Congrès étudiant allait bien évidemment au-delà de ces prémisses, comme le prouve entre autres la fondation par Mella de l'Université populaire José Martí qui devait assurer la liaison ouvriers-étudiants.

Il m'apparaît tout à fait symptomatique que les deux grands leaders de ces années mouvementées (1923-1935) aient été justement des communistes. J'y vois là un des « signes des temps » qui ne trompe pas. Les idées marxistes-léninistes faisaient irruption par la grande porte dans cette île qui cherchait désespérément à dégager sa personnalité, même si l'évolution de Julio Antonio Mella et de Rubén Martínez Villena était fauchée, pour le premier, par les balles des tueurs que Machado avait spécialement dépêchés à ses troussees à Mexico, en 1929, pour le second par la tuberculose, en 1934, tous deux dans la fleur de l'âge.

L'influence de Mella, par exemple, dépassait de loin celle d'un simple dirigeant d'un parti encore dans les langes et quasiment clandestin pour s'étendre, tant par ses actions à la tête du mouvement étudiant que par ses luttes aux côtés des ouvriers contre la tyrannie de Machado, à l'ensemble du pays. S'il est vrai que son action concrète fut plus que limitée (il meurt à vingt-six ans), il n'en reste pas moins que son exemple et son nom marqueront sa génération et les suivantes²¹.

Pour Rubén Martínez Villena, l'anti-impérialisme était aussi la pierre de touche de toute attitude révolutionnaire conséquente²², et cette idée était tellement ancrée en lui qu'elle lui fit commettre, en tant que dirigeant du parti, certaines erreurs d'appréciation tactique, dans les années 1933-1934, quant à la raison d'être profonde des grèves ouvrières sous Machado et à l'attitude à adopter vis-à-vis du gouvernement de Grau San Martín²³.

Sur cette influence de la pensée communiste à cette époque, il est fort éclairant de lire par exemple les commentaires faits dans un gros livre de presque six cents pages par une commission d'experts de la *Foreign Policy Association* (New York) que le président Mendieta avait invitée en 1934 à analyser l'ensemble des problèmes du pays et à recommander des solutions : « La Confédération nationale ouvrière se détache comme le groupe le plus puissant et le plus agressif, et comme la seule organisation de portée vraiment nationale²⁴... Le parti [communiste] a eu la chance (*sic*) qu'en règle générale ses dirigeants aient été dans bien des cas des hommes dotés d'intelligence, de magnétisme et d'intégrité. Il a conquis l'appui de plusieurs intellectuels parmi les plus éminents de Cuba ainsi que celui d'un groupe croissant d'enseignants, d'écrivains et de membres des professions libérales de la nouvelle génération... L'influence la plus profonde du mouvement communiste, toutefois, s'est exercée non tant par l'intermédiaire des quelques milliers de membres qui acceptent la discipline rigide du parti que par celui des centaines de milliers de Cubains qui sympathisent plus ou moins ouvertement avec les idées et les buts communistes. Ces Cubains ont accueilli avec plaisir le communisme comme une force rédemptrice qui pourrait les tirer du désert de pauvreté et d'indigence en quoi s'est convertie Cuba²⁵. »

Cette dernière réflexion ne saurait être plus juste. Et s'il en est ainsi, c'est parce que « les idées et les buts communistes » répondaient objectivement aux besoins les plus urgents d'une île

²¹ Cf. *J. A. Mella, Documentos y artículos*, préparé par l'Institut d'histoire du mouvement communiste et de la révolution socialiste à Cuba, La Havane, 1975, Editorial de Ciencias Sociales.

²² Cf. Rubén Martínez Villena, *Poesía y Prosa*, La Havane, 1978, Editorial Letras Cubanas, 2 tomes. C'est à Villena que l'on doit une des premières analyses marxistes de l'impérialisme à Cuba : « Cuba, factoría yanqui », *id.*, t. II, pp. 105-164.

²³ Sur ce point, cf. Lionel Soto, *op. cit.*, t. II, pp. 376-395 et t. III, pp. 354-357. L'auteur qualifie l'attitude du parti communiste à l'époque de gauchiste.

²⁴ Foreign Policy Association, *Problemas de la Nueva Cuba (Informe de la Comisión de Asuntos Cubanos)*, New York, 1935, pp. 209-210.

²⁵ *Id.*, pp. 217-218.

cadennée sur les plans politique et économique par un verrou dont les Etats-Unis détenaient les clefs et aux revendications de la grande majorité d'un peuple frustré depuis plus de trente ans dans ses aspirations à la liberté et à une vie nationale indépendante. Les communistes n'étaient d'ailleurs pas les seuls à être conscients de la situation de Cuba et du fait que l'ennemi principal était les Etats-Unis. C'est ainsi qu'on verra Antonio Guiteras, ministre de l'éphémère gouvernement des « Cent Jours» (celui de Grau San Martín, né du renversement de Machado à la suite de la grève générale et du coup d'État des « sergents» le 4 septembre 1933) adopter, bien que non communiste - mais ayant subi l'influence de Mella à l'université - des mesures profondément anti-impérialistes et populaires : journée de huit heures, salaire minimum pendant la campagne sucrière, baisse des tarifs du gaz et de l'électricité, saisie de la compagnie nord-américaine d'électricité, etc., puis évoluer rapidement vers des positions de révolution nationale de tendances socialistes, enfin préparer un débarquement armé²⁶.

Et s'il est vrai que l'échec de la grève générale de mars 1935, suivi de la répression brutale déclenchée par Batista contre le mouvement ouvrier et communiste, marque pour ainsi dire un arrêt dans les luttes sociales et politiques, la fin de la phase de commotions intenses qui avait débuté en 1925, le reflux d'un parti communiste et d'une classe ouvrière acculés à la défensive, la clôture d'un grand moment de l'histoire cubaine, il n'en reste pas moins que, malgré le voile de grisaille et d'assentiment qui semble s'étendre sur l'île, quelque chose continuerait de s'agiter dans les entrailles de cette société désarticulée dans son être intime par sa réduction à un statut de néo-colonie qui apparaissait d'autant plus définitif que les Etats-Unis, tirant très habilement les ficelles des marionnettes qu'ils plaçaient eux-mêmes au pouvoir à La Havane, étaient parvenus à arracher sans trop de mal, à l'époque où le vrai président était l'ambassadeur Caffery, un nouveau traité de relations (29 mai 1934) qui, tout en abolissant l'amendement Platt si haï - celui-ci n'était plus utile puisque le réseau du néo-colonialisme avait déjà été tissé - maintenait la base de Guantánamo, puis un nouveau traité de réciprocité commerciale (24 août 1934) qui liait définitivement le sort économique de l'île à celui des Etats-Unis. Inutile de dire que ce genre de relations n'était guère fait pour réconcilier les forces les plus lucides du peuple cubain avec le voisin du Nord, encore moins pour redorer le blason « nationaliste » des gouvernements de service, même si l'ingérence des Etats-Unis n'allait plus s'exprimer jusqu'en 1959 d'une façon aussi flagrante qu'en 1925-1935. La rapidité avec laquelle les choses se jouaient en seulement deux années (1959-1961) est pourtant bien la preuve irréfragable de ce malaise latent, comme si la révolution avait réveillé l'inconscient collectif, accéléré la rupture avec l'image du Père !

La leçon à retenir de cette décennie de situation pré- et révolutionnaire, c'est que le premier grand soulèvement populaire *imbriqué indissolublement lutte sociale et combat anti-impérialiste*, preuve, s'il en fallait, que les deux grands problèmes de la société cubaine étaient bien ceux-là.

[...]

²⁶ Guiteras écrivait notamment dans l'article « Septembrismo » publié en avril 1934 : « Notre programme [au gouvernement] ne pouvait se borner purement et simplement au principe de la non-intervention. Il devait aller forcément à la racine de nos maux : l'impérialisme économique... » (Cité in *Antonio Guiteras, su pensamiento revolucionario*, sélection et étude préliminaire d'Olga Cabrera, La Havane, 1974, Editorial de Ciencias Sociales, pp. 180-182). Le programme de son mouvement, *Joven Cuba*, signalait : « Cuba demeure à l'état colonial... Pour stabiliser la construction organique de Cuba en nation, il faut que l'État cubain se structure selon les postulats du socialisme. Sinon, Cuba continuera d'être livrée à la voracité de l'impérialisme financier... » (*Id.*, pp. 184-187.)